

QUAND LA VILLE S'ADAPTE

La ville est-elle en passe de devenir l'équipement sportif de demain ? Entre évolution de la pratique sportive, contraintes financières, spatiales, et nécessité environnementale de faire au mieux avec ce qu'on a, le panel des lieux du sport s'élargit. Les municipalités doivent alors chercher les moyens de pouvoir s'adapter d'une manière intelligente et fonctionnelle à ces mutations.

Lina Hawi, architecte urbaniste, L'Institut Paris Region



Rehabilitació de façanes
Balcans - Terrats
Patis interiors - Cobertes
Vestíbuls i escalers

Rehabilitació integral
Instal·lacions d'aigua, llum i gas
Forners de paletes - Servei de gestió
Arquitectura interior

Tel. 933 033 613
arjan9@hotmail.com

Le développement des pratiques sportives dans l'espace public crée un nouveau lien au territoire et change notre regard sur ses lieux de vie. L'impact grandissant du sport et son déploiement dans tous les secteurs bousculent nos habitudes et amènent à considérer la ville, dans toutes ses dimensions, comme un équipement propice à la pratique sportive.

Pour concevoir et gérer cet « équipement », les villes doivent opérer une adaptation à la fois physique et organisationnelle. Nous assistons alors à une complexification de l'intervention publique, qui suit deux tendances majeures. La première, descendante – *top down* –, conforte le rôle des acteurs publics dans la programmation des lieux du sport mais implique des changements dans leur mode de fonctionnement et la mise en place de nouveaux partenariats. La seconde, émanant d'une logique ascendante – *bottom up* –, prend en compte les usages et la place de tous dans la fabrique et la vie des espaces et confirme une transformation dans la posture des institutions et du politique.

Quelle que soit la tendance, il émerge une problématique commune, celle de la surutilisation des lieux, de la multiplicité des usages et, par conséquent, celle de la gestion des conflits.

LA VILLE COMME ÉQUIPEMENT

Les villes, et plus particulièrement les grandes métropoles, se rendent à l'évidence qu'elles ne seront jamais en capacité de fournir tous les équipements sportifs « traditionnels » nécessaires à leurs habitants. Dans le même temps, la montée en puissance de nouvelles pratiques sportives les pousse à faire preuve d'innovation et de créativité pour offrir, dans des tissus urbains denses, des espaces pour la pratique de tous. Au-delà de la construction, là où c'est encore possible, elles ont plusieurs leviers d'action : optimiser l'usage des équipements existants, et surtout mobiliser des lieux où la fonction sportive cohabitera avec d'autres usages. Ainsi les espaces publics, et certains

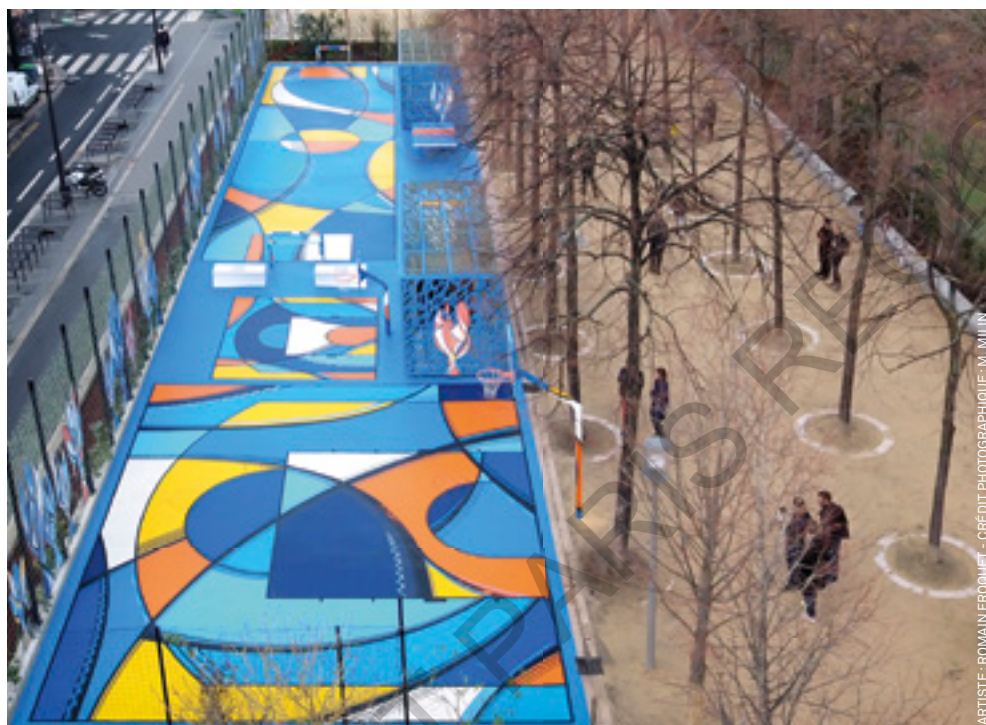
espaces sous-utilisés des villes, supports des pratiques sportives, peuvent devenir des équipements tant durables qu'éphémères.

Penser la ville plutôt que l'équipement nécessite d'aborder le sport dans sa globalité et de sortir d'une pensée et d'une façon de faire segmentée. Ce changement d'approche a été mené par la Ville de Paris dans son plan « Paris + sportive », publié en février 2019, dans lequel elle affiche sa volonté, en lien avec les Jeux Olympiques de Paris 2024, de devenir une ville sportive. En décrétant que chaque Parisien doit être à moins de cinq minutes à pied d'un équipement sportif en accès libre, la Ville prend le parti de s'adapter

« physiquement », en faisant de chaque lieu un potentiel espace sportif. Par la même occasion, elle répond à des contraintes financières, puisqu'elle fait

le choix d'orienter les investissements sur des aménagements extérieurs, moins coûteux et profitant à l'ensemble des Parisiens. La ville initie, à cette occasion, un travail transversal entre ses services, en incluant le sport comme élément de fabrique de la ville, devant s'adapter aux contraintes et répondre aux nouvelles pratiques que font émerger les citoyens, notamment dans le cadre du budget participatif de la Ville. Mais il n'est pas certain que la multiplication des agrès, stations sportives connectées ou autres parcours dans la ville implique une réelle utilisation, notamment par les moins sportifs. Dès 2016, la Ville de Paris avait déjà amorcé une réflexion sur le développement de parcours sportifs et d'équipements en accès libre dans l'espace public parisien, dans l'objectif de faire de Paris « un terrain de sport à ciel ouvert »¹, s'inscrivant dans la stratégie de l'héritage des Jeux de Paris 2024. Cette réflexion a abouti, en septembre 2018, à un plan programme pour l'aménagement d'un parcours piétons sur la ceinture verte de Paris, fruit de la collaboration de l'Atelier parisien d'urbanisme (Apur) avec différents services de la ville. Dans la réalité de sa mise en œuvre, au-delà des actions liées au sport, ce Plan met en avant des actions liées à la biodiversité, à la culture et aux

SORTIR D'UNE FAÇON DE FAIRE SEGMENTÉE



ARTISTE : ROMAIN FROQUET - CRÉDIT PHOTOGRAPHIQUE : M. MILIN

Terrain multisport du Jardin Nelson-Mandela dans le quartier des Halles à Paris. Artiste : Romain Froquet.

loisirs. Ainsi, les investissements pour le sport alimentent une réflexion plus large sur l'espace public et le cadre de vie parisien.

Ce décloisonnement a été amorcé par la ville de Hambourg dès 2015. En novembre, alors que la ville est en lice pour l'organisation des Jeux Olympiques d'été 2024, les habitants rejettent par référendum cette candidature. Mais la tradition sportive de la ville et les réflexions autour de la candidature poussent le Gouvernement de Hambourg à se saisir de la question du sport pour mettre en place une stratégie de ville active, « Hamburg Active City Strategy », qui lui vaudra en 2018 le label « Global Active City », décerné par l'« Active Well-being Initiative » (AWI)². Cette stratégie vise à développer le sport en s'appuyant sur l'image d'une ville active et en mouvement, offrant des opportunités pour faire du sport pour tous, partout, et dans une plus grande proximité. Sous la houlette du ministère des Affaires intérieures et des Sports, la ville a

intégré l'activité physique de manière transversale dans tous ses services et à travers toutes ses politiques publiques : services sociaux, éducation et sports, santé, économie et transports, urbanisme, environnement et énergie. Elle met également en place des partenariats entre les acteurs sportifs, économiques ou sociaux, pour développer les pratiques.

UN CHANGEMENT DE PARADIGME

Si à Paris ou à Hambourg l'adaptation de la ville au sport émane d'une démarche descendante, dans d'autres villes, le sport est un outil de réappropriation des citoyens de leur cadre de vie. Il existe alors une autre forme d'adaptation, qui implique un changement de paradigme, le passage de la programmation à l'organisation. Il s'agit de mettre en place les conditions nécessaires à l'appropriation, à la gouvernance des lieux, et à une cohabitation des usages permettant l'implication des habitants, en testant des pratiques.



SUPERILLA POBLENOU - CRÉDIT PHOTOGRAPHIQUE : JOSEP MARIA DE LLOBETAT / INSTITUT DE BARCELONA

Superilla Poblenou à Barcelone : appropriation par des activités ludo-sportives.

La ville devient alors un espace d'expérimentation et d'innovation sociale, où le citoyen, qui se percevait uniquement comme électeur-usager, devient acteur et, où les communes deviennent des partenaires-clés dans la fabrique des lieux, passant de prestataires de service à facilitateurs de co-production.

C'est grâce à la mise en place de démarches de « placemaking », processus collectifs d'aménagement d'un espace commun par les habitants et usagers, dans des temps courts, associées à des prises de décisions plutôt qu'à la recherche de financement, que les collectivités peuvent impulser les changements.

Barcelone représente, à ce titre, un exemple inspirant. Dans le cadre de son plan de mobilité 2013-2018, la ville cherche à revoir son modèle d'aménagement à travers une hiérarchisation de la trame viaire pour réduire drastiquement la place de la voiture, les nuisances sonores et la pollution de l'air qui en découlent. Elle lance alors le projet « superblocs », dont l'idée est de

créer des regroupements d'îlots dans la ville (6 à 9) excluant le trafic automobile de transit, qui se retrouve renvoyé sur les voies périphériques, et réduisant la vitesse de circulation interne à 10 km/h. Les rues ainsi rendues aux piétons, aux modes doux et aux habitants sont transformées en espaces citoyens. Dans ces espaces de flexibilité se construit un nouveau partenariat entre acteurs publics, sociaux, associatifs et économiques, avec la reconnaissance d'un droit de co-gestion civique et d'usage communautaire du patrimoine public.

Dans cette reconfiguration de l'espace public local, les usages sont multiples, allant des tables de piques-niques aux aires de jeux pour enfants. Le sport y affirme aussi sa présence, sous forme d'espaces pouvant être utilisés pour faire de l'athlétisme, des matchs de football ou de basket. Ils répondent à la fois à un besoin d'activité physique, à une attente de cohésion, à une tendance à la ludification et à la gamification de la ville.



L. HAWA / INSTITUT PARIS REGION

Aménagements provisoires, Croix de Chavaux, Montreuil.

Pour autant, dans le quartier de Poblenu, un des quartiers pilotes, le processus de « superblock » ne s'est pas fait sans mal. Une opposition au projet s'est rapidement constituée. Elle s'est apaisée avec la mise en place d'une réelle consultation citoyenne par la municipalité et la pérennisation de plusieurs équipements (aires de jeux, tables de pique-niques...) sur l'espace public.

Les enseignements tirés des « superblocks » montrent également l'importance de la mise en place d'un urbanisme tactique, laissant la place à l'expérimentation d'aménagements légers et peu coûteux à court terme, pour permettre l'acceptation des transformations, pour amorcer les usages et gérer les conflits dans l'espace public, objet de nombreuses convoitises.

VERS UNE SUROCCUPATION DES ESPACES

Alors que les villes se saisissent du sport comme un élément de leur paysage urbain, ce dernier se rajoute à de nombreux usages déjà existants dans

l'espace public, menant parfois à sa suroccupation. De plus, avec le développement des technologies du numérique et les nombreuses applications permettant de répondre à de nouveaux besoins, la pratique auto-organisée tend à s'intensifier. Ceci pose pour les communes des questions de sécurité et de responsabilité juridique.

Entre expérimentations, fermetures à la circulation, occupations temporaires ou encore végétalisation, la gestion de cet espace « gratuit », donc disponible, mais généralement non extensible, se complexifie.

Comment alors faire cohabiter les usages dans ces espaces, souvent pensés comme des espaces de flux et, pour beaucoup, monofonctionnels ?

À Barcelone, la place des nouvelles pratiques a été gagnée sur la place initialement prévue pour la voiture. C'est partiellement le cas à Paris, où les sportifs doivent parfois négocier leur présence dans les lieux. Il s'amorce cependant, dans de nombreuses villes, une réflexion sur des espaces plurifonctionnels. Des espaces « capables » de co-présence, flexibles dans leur utilisation, qui laissent le champ libre à la cohabitation.

Une autre tendance vise à considérer l'espace public, dans sa globalité, comme une ressource. Les start-up s'en sont, d'ailleurs, rapidement saisi, profitant des Technologies de l'information et de la communication (TIC) pour offrir aux nouveaux pratiquant des services facilitant la recherche et l'accès à des pratiques sportives libres, permettant la mise en relation avec des coachs sportifs pour des cours dans les espaces publics, ou proposant des parcours identifiés dans la ville. Ce type d'usages n'est pas exclusif au sport. Il faudrait alors penser cette ressource en termes de gestion partagée, pour éviter sa confiscation par des usages spécifiques ou encore sa marchandisation. ■

1. Extrait de « Parcours sportif de la ceinture verte. Plans programme pour 2024 », Apur, septembre 2018, 12 p.

2. L'Active Well-being Initiative (AWI) est une organisation non gouvernementale à but non lucratif, fondée en 2017, qui vise à promouvoir l'activité physique, le sport pour tous, la santé et le bien-être. Elle est soutenue par le Comité International Olympique (CIO).